

AMNESTY INTERNATIONAL

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

7 mars 2013

Index AI : AMR 27/002/2013

Un organe régional se penche sur la question de la sécurité des citoyens en République dominicaine

Une délégation de représentants de la société civile participera, mardi 12 mars au siège de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) à Washington, à une rencontre qui sera consacrée au droit à la sécurité en République dominicaine.

L'organisation de cette séance de discussion a été sollicitée par une coalition d'organisations non gouvernementales (ONG) composée de 32 organisations dominicaines et d'Amnesty International. L'objectif est de soumettre des informations à la Commission et, surtout, d'encourager et d'établir un dialogue avec l'État dominicain sur la question de la sécurité publique.

En particulier, les organisations de la société civile feront part de leurs préoccupations quant à l'insécurité dans ce pays, qui se traduit par une augmentation du nombre de morts violentes, une hausse du taux de détention d'armes par des civils et un niveau de perception de l'insécurité élevé.

Les ONG expliqueront par ailleurs à la Commission comment les abus et violations des droits humains commis par la police ont contribué à l'aggravation de la violence et de la perception de l'insécurité, l'autorité censée protéger les citoyens étant dans de nombreux cas celle qui les agresse et porte atteinte à leurs droits.

À la lumière des annonces concernant le processus de réforme de la police nationale et le plan national de sécurité citoyenne, les ONG demanderont la mise en place de mécanismes clairs et efficaces favorisant la participation de la société civile à l'élaboration de ces importantes politiques publiques.

Cette rencontre sera également l'occasion pour l'État de préciser le type de mesures prévues afin de créer un poste de défenseur du peuple, d'en finir avec les violations des droits humains commises par la police et de garantir que les victimes de ces violations reçoivent des réparations dignes de ce nom.

La délégation de la société civile sera composée des organisations suivantes : la Commission nationale des droits humains, Derechos Vigentes, Fundación Comunidad Esperanza y Justicia Internacional et Amnesty International.

La séance de discussion aura lieu mardi 12 mars 2013 de 15 h 15 à 16 h 15 (heure de Washington) au salon Padilha Vidal du bâtiment GSB de l'Organisation des États américains à Washington.

Les délégués sont disponibles pour répondre à des interviews. Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations, veuillez contacter :

Genaro Rincón | Derechos Vigente - derechosvigente1945@gmail.com – +1829 686 7823

Manuel Mercedes Medina | Comisión Nacional de los Derechos Humanos - cndhrd@hotmail.com – +18096161585

Juan Ignacio Cortes | Amnistía Internacional - JuanIgnacio.Cortes@amnesty.org – +44 207 413 5801